

L'élu indique également que les fameux poulets viennent de Belgique, sont nourris en France pour ensuite repartir outre-Quévrain et être vendus en Europe, notamment en France. Thierry Delerot insiste également pour affirmer qu'il ne fait pas de l'agribashing.

Prendre en compte le bien-être animal dans les décisions

« Je dénonce un modèle. Il faut accompagner l'agriculture pour qu'elle change peu à peu. Après cette crise sanitaire, il faut mettre l'écologie au cœur de nos actions départementales. L'écologie ce n'est pas la décroissance ou le retour à la chandelle. S'il s'agit d'aider un projet d'élevage Label rouge, aucun problème, mais il faut dire stop à l'industriel ».

En guise de réponse le président Nicolas Fricoteaux a fait savoir que les règles d'attribution de ces aides arrivaient à leur terme. *« Pour la prochaine série, je suis d'accord pour que nous prenions en compte la condition animale dans nos critères ».*

Pour la majorité également, la sénatrice Pascale Gruny, a souhaité mettre en garde sur les trop grandes contraintes imposées aux agriculteurs. *« A cause de cela, ils vont parfois chercher ailleurs. Je ne soutiens pas ce type d'agriculture mais il faut laisser le temps aux agriculteurs de s'adapter. Si ces exploitations industrielles existent, il n'est pas question de leur octroyer d'aides, mais nous devons être attentifs à notre agriculture ».*

Enfin, l'élu écologiste laonnois Brigitte Fournié-Turquin a ajouté que pour cet élevage industriel de 121 300 poulets, 20 000 euros d'aides avaient été versés. *« Pour les agriculteurs c'est une question de rentabilité. Ils doivent augmenter le nombre de poulets pour continuer à être rentables. Un tel fonctionnement pose néanmoins de sérieuses questions sur une partie de notre agriculture ».*

Les faits

Au détour d'un rapport budgétaire, l'élu laonnois Thierry Delerot a dénoncé les aides aux élevages industriels de volailles.